

FAITS SAILLANTS

De janvier à septembre, plus de 316 incidents ont affecté des organisations humanitaires et leur personnel, soit en moyenne plus d'un incident par jour. Dans la même période, 29 véhicules appartenant à des organisations humanitaires ont été volés.

- De janvier à août 2018, malgré les contraintes sécuritaires et logistiques, les besoins de plus de 700 000 personnes sur les 1,9 million de bénéficiaires ciblés par le Plan de réponse humanitaire de 2018, ont été couverts dans un secteur au moins.
- En août 2018, la Centrafrique comptait 621 000 personnes déplacées internes et 572 000 réfugiés dans les pays limitrophes. Cela veut dire qu'un Centrafricain sur 5 vit toujours hors de chez lui et n'a pas l'opportunité de subvenir pleinement à ses besoins, de revenir ou de retrouver sa dignité.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	621 035
# de réfugiés centrafricains	572 062
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,5 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2 M°

FINANCEMENT

515,6 millions \$
requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2018

183,5 millions \$
ont déjà été mobilisés, soit 36% des fonds requis

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre dans la transparence le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.

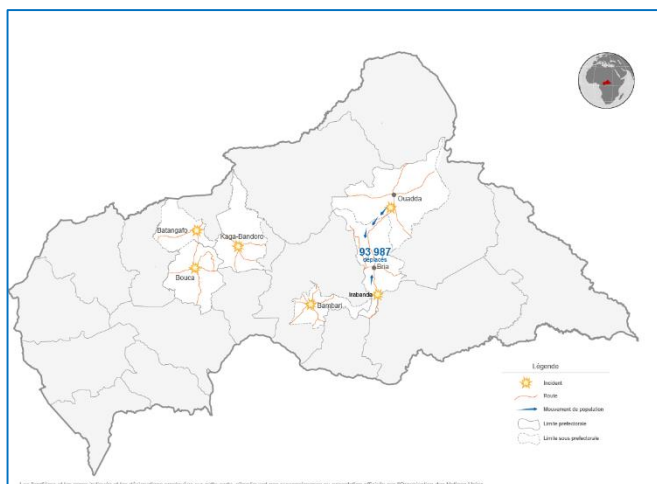


Au sommaire

Recrudescence des actes de violence contre les humanitaires	P.1
Regain de tensions à Bria	P.2
Une rentrée scolaire sous le signe de l'espoir	P.3
Tolérance zéro contre les Exploitations et abus sexuels en République centrafricaine	P5

Recrudescence des actes de violence contre les humanitaires

19 incidents au mois de septembre dans la région de Kaga Bandoro



Le contexte sécuritaire s'est nettement dégradé au cours du mois de septembre dans les villes de Kaga Bandoro, Bouca et Batangafo, ainsi que dans les axes périphériques. Cette situation se traduit par une série d'actes de violence perpétrés contre la population civile et les acteurs humanitaires. Le 22 août, la Coordonnatrice humanitaire pour la RCA, Najat Rochdi, accompagnée du Chef de Bureau d'OCHA en RCA, Joseph Inganji,

avaient effectué une visite à Kaga Bandoro en vue de discuter avec les différentes parties prenantes des voies et moyens pour mettre fin à cette situation.

Deux semaines de relative accalmie ont suivi cette visite dans la mesure où aucun incident majeur contre les humanitaires n'avait été signalé. Toutefois, depuis le début du mois de septembre, une nouvelle vague de braquages contre des installations humanitaires a été observée dans la zone. Entre le 1^{er} et le 30 septembre, 19 incidents contre 20 au mois d'août (braquages de bases ou de convois humanitaires et de résidences de staffs) ont touché directement les acteurs humanitaires; 8 à Kaga-Bandoro (dont une restriction de circuler), 5 à Bouca et 6 à Batangafo. L'inquiétude de la communauté humanitaire est d'autant plus grande que ces braquages ont souvent été accompagnés de violences (agressions physiques) et parfois de menaces de mort envers le personnel.

Forte réduction de l'accès et son impact sur les activités humanitaires

La recrudescence de l'insécurité dans cette région a eu un impact très négatif sur la mise en œuvre des activités humanitaires. Sept acteurs humanitaires ont dû suspendre momentanément leurs interventions ou même se retirer au courant du mois de septembre. La communauté humanitaire estime qu'environ 168 000 personnes qui dépendent de l'assistance humanitaire dans les sous-préfectures de Kaga-Bandoro, Batangafo et Bouca, en ont été privées.

Plus de 76 187 personnes déplacées parmi lesquels 47 945 vivant sur des sites doivent leur survie aux interventions quotidiennes des acteurs humanitaires. La réponse humanitaire dans cette zone couvre des domaines aussi variés que ceux de la santé, la nutrition, l'eau-hygiène et assainissement, la protection, la sécurité alimentaire et l'éducation. Au-delà de la restriction persistante de l'espace humanitaire, la détérioration de l'environnement sécuritaire risque de compromettre la présence humanitaire dans ces zones et de priver ainsi les populations de cette assistance qui leur est vitale.

Solutions et plaidoyer en faveur de la protection du personnel et des biens des organisations humanitaires

La communauté humanitaire a entrepris plusieurs actions de plaidoyer auprès des différentes parties prenantes, aussi bien au niveau local (à Batangafo et à Kaga Bandoro) qu'au niveau national à Bangui afin de les sensibiliser sur l'importance de respecter et de protéger les civils, le personnel et les biens humanitaires. Par exemple à Kaga Bandoro, le 19 septembre, OCHA a organisé une réunion entre les acteurs humanitaires, les autorités locales, les leaders communautaires et les acteurs de la société civile. A l'issue de cette rencontre, les participants se sont engagés à intensifier la sensibilisation auprès de la population et des leaders des groupes armés pour garantir un environnement propice au bon déroulement des interventions humanitaires dans la ville de Kaga Bandoro et sa région. Les participants ont également décidé de mettre en place un cadre d'échange permanent entre les humanitaires et les leaders de la communauté qui se réunira tous les mois avec des réunions extraordinaires en cas de besoin.

Une autre réunion similaire est prévue au début du mois d'octobre, pour évaluer la mise en œuvre des actions convenues. Un plaidoyer continu est mené auprès de la MINUSCA pour le renforcement des mesures de sécurité dans la ville de Kaga Bandoro et sur les axes périphériques. OCHA a également intensifié ses actions de plaidoyer directement orientées vers les autorités et les acteurs non-étatiques.

En complément des initiatives des acteurs de terrain et en soutien à celles-ci, diverses actions ont également été entreprises par l'Equipe humanitaire pays, notamment des discussions avec le leadership de la MINUSCA et un plaidoyer auprès des autorités nationales et des leaders des groupes armés. Dans ce cadre, une mission conjointe du Chef de Bureau d'OCHA et de responsables pays d'ONG internationales opérationnelles (International Rescue Committee, Plan International et Intersos) dans la Préfecture de la Nana-Gribizi a été organisée à Kaga Bandoro les 26 et 27 septembre 2018. En marge de cette mission, plusieurs rencontres ont été organisées avec les différentes parties prenantes (MINUSCA, autorités, leaders communautaires et de groupes armés et société civile) afin de leur transmettre les messages de plaidoyer en faveur de la protection et du libreaccès des humanitaires à travers la région ainsi que de la protection des civils.

Regain de tensions à Bria

Les déplacés ont presque doublé en un mois

Bria, chef-lieu de la Préfecture de la Haute-Kotto, a connu une accalmie pendant les cinq premiers mois de l'année 2018 grâce aux différentes initiatives de réconciliation menées par les acteurs locaux. Depuis novembre 2016, Bria avait subi plusieurs pics de violence entre les groupes armés.

La situation a recommencé à s'y détériorer à partir du mois de juin et sur l'axe Bria-Irabanda (72 km au Sud-Est de Bria), suite au regain des tensions entre groupes armés. La tension persiste et un effet de contagion a aussi été observé tout au long des axes au Nord de Bria, notamment en direction de Bria-Ouadda et Bria-Aïgbando. Cela accentue les déplacements de populations vers Bria centre.

Cette dégradation de la situation s'est traduite par un flux massif et continu de déplacés et par la hausse du nombre de personnes déplacées dans la ville. A la fin du mois de septembre 2018, Bria comptait 93 987 personnes déplacées provenant de la ville et des environs (sites et familles d'accueil) contre 50 391 au mois d'août 2018 soit une hausse de 87% en l'espace d'un mois. 95% des déplacés ont rejoint le site du PK3, où 55 480 personnes résident contre 48 115 en août. Ce qui exerce une forte pression sur l'assistance déployée par les humanitaires.

En plus, près de 2 181 personnes déplacées en provenance de l'axe Bria-Irabanda ont été enregistrées par un acteur humanitaire à Zabé (72 km, au Nord-Ouest de Bakouma et au Sud Est de Bria). Cette situation est un recul qui annihile les initiatives de retour des déplacés amorcées entre février et avril 2018.

Implications humanitaires

Les besoins humanitaires ont explosé dans la ville suite à cet afflux de personnes déplacées. L'accès aux champs et les échanges commerciaux restent difficiles et ceci a conduit à la flambée des prix des denrées alimentaires et des produits de première nécessité.

Le respect du caractère civil et neutre des sites de déplacés reste un enjeu majeur notamment sur celui de PK3, qui est le plus grand site de la RCA.

Différents incidents de protection et de violation de droits humains commis par les groupes armés

ont été signalés par les acteurs de protection, ainsi que des tentatives d'interférence dans la gestion de la réponse humanitaire sur ce site. Cette situation ainsi que l'augmentation du nombre des déplacés jouent sur la capacité des acteurs à fournir de l'eau sur le site de PK3. Le volume d'eau fourni par personne et par jour sur le site est passé de 12 à 7 litres depuis les affrontements du 25 août. La vulnérabilité des communautés affectées sur les axes Bria-Irabanda et Bria-Ouadda augmentent car ces zones restent inaccessibles aux acteurs humanitaires pour qu'ils y répondent aux besoins.

Le contexte sécuritaire délétère et la dégradation des ponts ralentissent la desserte de la zone en intrants humanitaires suivant l'axe Ippy-Bria. La solution aérienne reste l'une des alternatives en dépit de son coût élevé dans une zone faiblement desservie. Le cluster logistique a organisé trois cargos spéciaux avec des articles non alimentaires (NFI) et des médicaments pour faire face aux besoins croissants des nouveaux déplacés.

Des actions de réponse d'urgence sont en cours par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des anciens et nouveaux déplacés. Cette réponse est constituée d'articles non alimentaires, de rations alimentaires et de soins médicaux d'urgence. La réponse comprend aussi la prise en charge des cas de protection et des interventions en eau, hygiène et assainissement ainsi que la construction de 3 hangars pour abriter les plus vulnérables parmi les nouveaux déplacés sur le site du PK3.

Mingala : Une zone non couverte depuis 2 ans

Depuis avril 2017, la situation sécuritaire et humanitaire s'est considérablement dégradée dans la Basse-Kotto et plus précisément à Mingala qui comptent plus de 26 000 personnes. Pendant deux ans, la majorité de la population de Mingala s'était retranchée en brousse en raison des violences entre groupes armés.

Le 31 août 2018, grâce à l'appui de la Force de la MINUSCA, en derniers recours conformément aux Directives civilo-militaires, une mission inter-agences (OMS, UNICEF, HCR, PAM et OCHA) a pu se rendre à Nguédéré (7 km, au Nord Est de Mingala), car il n'y avait pas de possibilité d'atterrissage à Mingala centre. Cette mission faisait suite à une alerte sanitaire sur un taux de mortalité élevé qui serait dû à la diarrhée aigüe aqueuse (DAA).

Une réponse d'urgence a pu être apportée en termes de médicaments et d'autres intrants (remis par l'OMS et l'UNICEF) pour améliorer l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement à Nguédéré en faveur du centre de santé de Mingala, 7 Km au Nord-est. D'après les observations de la mission, les besoins les plus urgents sont la protection et la santé.



©OCHA/Yaye Nabo SENE, Bria. Préfecture de la Haute Kotto. Une vue du site de PK3.

Les contraintes d'accès (sécuritaire et logistique) restent les principaux défis à une assistance multisectorielle dans cette zone. Plusieurs rencontres ont été organisées et des recommandations émises pour la mise en œuvre de la réponse dans cette sous-préfecture (Mingala) en particulier et dans l'ensemble de la Basse Kotto en général.

Une rentrée scolaire sous le signe de l'espoir

Certains d'entre eux s'étaient rendus à l'école pendant toute la durée des grandes vacances, pour suivre des cours de rattrapage mis en place par les organisations partenaires de l'UNICEF. Mais le lundi 17 septembre, la rentrée des classes solennelle avait pour de nombreux enfants déplacés un parfum de victoire : commencer ou continuer à aller à l'école, lorsque l'on vit dans des conditions difficiles et que l'on a vécu de nombreux traumatismes, c'est retrouver un tout petit peu de normalité. C'est aussi pouvoir rêver à un avenir.



© crédit UNICEFCAR/2018/Nerguidima, Bambari. Préfecture de la Ouaka, RCA. Après une fin d'année scolaire 2017-2018 perturbée par la violence, les enfants de Bambari ont repris le chemin de l'école.

L'éducation en urgence, mise en place au travers des Espaces temporaires d'apprentissage et de protection de l'enfance, a permis de toucher plus de 50 000 enfants du primaire lors de l'année scolaire 2017-2018. L'objectif pour cette rentrée est d'en atteindre encore plus, tant les besoins sont grands : le Cluster Education estimait, à la fin du premier semestre, que 280 000 enfants d'âge scolaire étaient en situation de déplacement, dont 116 000 en rupture scolaire. Dans les zones affectées par la violence, on a en outre, enregistré 26 cas d'attaques ou d'occupation d'écoles, ainsi que la fermeture de 350 établissements pour cause d'insécurité, au premier semestre 2018.

Lancée solennellement par le Chef de l'Etat lors d'une cérémonie à l'école Combattant de Bangui le 17 septembre, l'année scolaire a été placée par le gouvernement centrafricain sous le signe de l'amélioration de l'environnement de l'apprentissage pour les élèves de l'école primaire. Un effort particulier est donc mis par le Ministère de l'Education sur ses priorités qui consistent à mettre à la disposition des écoles, des manuels scolaires et des tables-bancs. Le Ministère de l'Education a mobilisé des ressources domestiques pour la production de 165 000 manuels scolaires et la confection de 400 tables bancs qui ont été remis aux structures scolaires.

Au cours de l'année scolaire qui commence, en plus de ses propres ressources techniques et financières, l'UNICEF joue un rôle clés en étant à la fois agence de gestion du Partenariat Mondial pour l'Education et coordonnateur du Cluster Education. L'UNICEF peut continuer à compter sur les financements de l'Union Européenne, du Partenariat Mondial pour l'Education, et du Fonds de l'initiative « Education Cannot Wait » ainsi que des fonds humanitaires pour l'éducation en situation d'urgence, pour assurer des réponses éducatives appropriées pour les enfants de la RCA. Sur le terrain, l'UNICEF travaille avec les structures décentralisées du Ministère ainsi que d'ONG partenaires, nationales comme internationales.

Tolérance zéro contre les Exploitations et abus sexuels en République centrafricaine

La République centrafricaine dispose depuis le 3 septembre 2018 d'un Protocole de partage d'information et de signalement des allégations d'Exploitations et d'abus sexuels (EAS), qui s'aligne sur la circulaire du Secrétaire général des Nations Unies sur ce fléau.

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), les agences du système des Nations Unies, différentes organisations internationales non gouvernementales et nationales intervenant dans la réponse humanitaire en Centrafrique y ont apposé leurs signatures le 3 septembre 2018 à Bangui. Ceci marque leur engagement à lutter contre cette violation des droits des populations affectées. La signature du document devra aider à mieux prévenir et répondre de manière conséquente aux cas d'EAS rapportés.

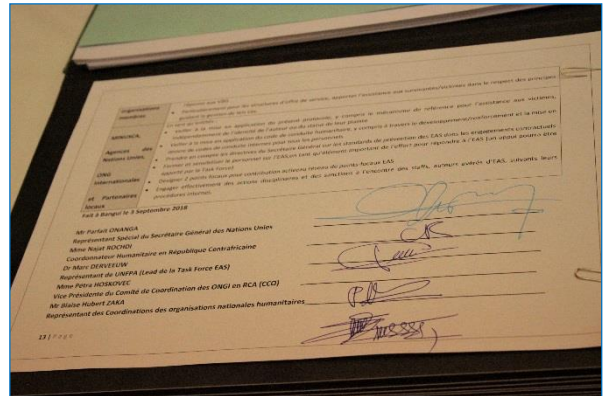
La cérémonie a été co-présidée par la ministre de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant, Mme Gisèle Pana, et le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies, M. Parfait Onanga-Anyanga, en présence du Coordonnateur humanitaire, Mme Najat Rochdi.

Qu'est-ce que le protocole de partage d'information et de signalement des allégations d'Exploitations et d'abus sexuels ?

Il s'agit d'un document qui explique le processus de signalement des allégations d'EAS commis par les forces de maintien de la paix, le personnel du système des Nations Unies, des ONG internationales et nationales humanitaires contre la population qu'ils doivent protéger. Il est l'aboutissement d'un long processus consultatif et participatif impliquant les différentes catégories d'acteurs et représentants du Gouvernement. Il s'inscrit dans le cadre d'efforts conjugués pour la Tolérance Zéro contre les EAS. Il existe un ensemble de mécanisme dont les actions soutiennent l'exécution du Protocole. Une Task Force stratégique est présidée par le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies.

Un réseau ainsi qu'une Task Force humanitaire placés sous l'autorité du Coordonnateur Humanitaire s'assure que des initiatives appropriées de prévention et de réponse sont initiées et mises en œuvre. Il existe également un Sous-Cluster Violence Basée sur le Genre (VBG) dont les membres ont un rôle clef dans l'assistance aux victimes.

Enfin, un plan d'action 2018-2019 a été validé par l'équipe humanitaire pays en mai 2018 et est en cours de mise en œuvre avec pour axes principaux i) l'engagement des communautés, ii) le renforcement de la prévention, iii) la réponse multisectorielle aux cas et iv) le renforcement de la coordination des efforts en matière de protection contre les Exploitations et Abus Sexuels.



© CCO RCA/Flora Bambou, Protocole signé par le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, le Coordonnateur Humanitaire, le Représentant de l'UNFPA, la Vice-présidente du Comité de Coordination des ONG ainsi que le Représentant des coordinations des Organisations nationales humanitaires.

Comment se déroule le rapportage des allégations ?

Pour mieux faciliter le rapportage, chaque entité signataire du protocole désigne en son sein un point focal qui a pour mission de recevoir, gérer ou transférer la plainte à qui de droit pour le processus d'investigation. Son rôle est aussi de veiller au référencement des victimes vers des services de prise en charge multisectorielle existants (médical, psychosocial, légal). Ces derniers pourront donc recevoir des plaintes venant de membres de la communauté ou de membres de personnels de la MINUSCA, d'agences des Nations unies et d'ONG humanitaires.

Le signalement et la gestion des allégations se fait dans le respect des principes de non-discrimination, de confidentialité, de sécurité et du « ne pas nuire » (la procédure ne doit pas causer plus de préjudice aux victimes).

Une campagne de sensibilisation et une série de formations seront organisées en vue de s'assurer que les communautés et le personnel humanitaire sont informés du processus de rapportage que les allégations sont signalées et reçoivent un traitement adéquat dans le respect des principes établis et conformément à la politique de Tolérance Zéro contre les EAS.

Selon la circulaire du Secrétaire Général des Nations Unies, « l'exploitation sexuelle est définie comme étant le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris, mais non exclusivement, en vue d'en tirer un avantage pécuniaire, social ou politique ». Un « abus sexuel désigne toute atteinte sexuelle commise par la force ou la contrainte ou à la faveur d'un rapport inégal ».

Success story : Hygiène et assainissement dans les sites de déplacés

La ville de Batangafo souffre toujours des conséquences des affrontements entre les deux groupes armés présents dans la ville. 25 180 personnes sont contraintes d'abandonner leurs domiciles pour se réfugier soit dans la brousse soit sur les sites de déplacés où Oxfam mène des activités « eau-hygiène-assainissement » grâce à divers financements - dont un projet du Fonds Humanitaire.

Les populations, dans leurs mouvements pendulaires entre le site et leurs domiciles, laissent derrière elles des infrastructures sans entretien ni maintenance. Les besoins en matériaux de construction des ménages deviennent importants quand cette même population doit retourner dans son habitat initial. Cela a conduit à des destructions répétitives des pour récupérer les matériaux de construction des infrastructures d'assainissement construites sur le site.

Le projet du Fonds humanitaire, axé sur la réhabilitation de ces ouvrages, a ainsi permis de maintenir propre et accessible dans le respect de la dignité des usagers, les douches et les latrines.



©OXFAM, Batangafo. Préfecture de l'Ouham, Distribution de produits d'hygiène aux déplacés.

Les risques liés à la protection des femmes et des jeunes filles - exposées aux viols et autres agressions lorsque celles-ci doivent se rendre dans des zones reculées pour les besoins intimes - a été fortement réduit par la maintenance des ouvrages d'assainissement.

Les activités de promotion de l'hygiène et la distribution de récipients ont permis à la population de puiser et d'accéder à l'eau potable ainsi que de conserver cette potabilité jusqu'à leurs domiciles. Oxfam a travaillé avec les partenaires locaux, tels que l'antenne de Batangafo de la Croix-Rouge centrafricaine qui a été sollicité pour les activités de vidange des latrines sur le site, en bénéficiant également de séances de formation et de transfert de compétences. Ce projet a également permis de maintenir propre le site des déplacés par des activités de ramassage d'ordures effectuées par la communauté sous supervision d'Oxfam.

L'espoir d'un meilleur avenir pour les enfants vulnérables

La crise humanitaire en Centrafrique a mis à nu et a accentué les défis qui se posent aux enfants de ce pays, qui ont besoin de protection en premier lieu et d'une assistance multiforme.

Comme dans d'autres régions, dans la préfecture de la Mambéré Kadéï, à l'ouest de la Centrafrique, plusieurs enfants vivent dans des conditions difficiles. Séparés de leurs parents, ils travaillent dans des conditions pénibles dans les champs et les exploitations minières afin de subvenir à leurs besoins. Ces difficultés en ont fait des enfants de la rue où la mendicité les expose aux abus sexuels et/ou à l'enrôlement dans les groupes armés.

Créée en 2002, l'ONG nationale Kizito aide les enfants de la Mambéré Kadéï vulnérables et victimes de la violence à se réinsérer dans la société. Ainsi, depuis 2002, l'ONG a recueilli 263 enfants de la rue dont 30 de moins de 15 ans qu'elle a ensuite placés dans des familles d'accueil à Berberati. Treize d'entre eux (10 garçons et 3 filles) ont poursuivi leurs études et ont obtenu un diplôme jusqu'à l'Université de Bangui. Deux d'entre eux ont obtenu un Master en audit et finance des entreprises et ont réussi à décrocher un emploi dans des organisations internationales. Les autres poursuivent leurs études à l'Université. L'absence de documents d'état civil constitue un des obstacles majeurs à la scolarisation des enfants vulnérables notamment ceux de la rue. Afin d'y palier, l'ONG Kizito a apporté un appui financier à la municipalité de Berberati pour la délivrance d'actes de naissance à 280 enfants de la rue que l'ONG a recueillis en âge scolaire (6-11 ans).

Depuis 2007, l'ONG Kizito a créé un centre de formation agro-pastoral appelé en Sango « Sara mbi ga zo » (Aide moi à réussir dans ma vie) au village de Wotoro. Ce centre compte plus de 352 hectares de terres arables. 25 enfants y pratiquent des cultures vivrières (manioc, haricots, maïs, arachide, taros, bananiers et palmiers à huile).

Dans ce centre, il y a également des activités piscicoles. Les revenus générés par ces activités agropastorales et piscicoles contribuent à pérenniser les activités du centre. En plus, le centre organise des cours d'alphabétisation et des activités sportives et musicales.



©OCHA/Eric K. Kouassi, Berberati. Préfecture de la Mambéré Kadéï, RCA (3 septembre 2018). Au centre « Sara mbi gaz o », des enfants apprennent non seulement les activités agro-pastorales, mais ils font aussi de la musique.

En février 2017, dans son volet de réinsertion économique, l'ONG Kizito a formé 65 enfants associés aux forces et groupes armés aux petits métiers (activités agropastorales, menuiserie, couture, cordonnerie, mécanique). Elle leur a également fourni des kits de réinsertion.

Ainsi 10 d'entre eux ont bénéficié chacun d'un champ et une brouette, 10 ont reçu de kits de fabrication de briques, 5 se sont lancés dans la vente du bois de chauffage.

L'appui aux enfants en conflit avec la loi constitue est l'une des activités phares de l'ONG Kizito. Depuis 2002, elle accueille les enfants incarcérés et les place dans les familles d'accueil et les inscrit à l'école. Certains suivent des cours d'alphabétisation et bénéficient des formations professionnelles. Pour le mois de septembre 2018, cette ONG a placé au centre de réinsertion de Wotoro, situé à 7 km, au sud de Berberati sur l'axe Nola, cinq mineurs référés par le tribunal de grande instance de Berberati accusés de pratiques liées à la sorcellerie.

Kizito a son siège national à Berberati, dans la préfecture de la Mambéré-Kadéi. (Contactez l'ONG Kizito : Tel : (75584263) Email : elvira_tutolo@yahoo.fr)

En bref

Comment rester proche des populations et pouvoir répondre aux besoins humanitaires dans un contexte d'insécurité marquée? Tel est le sujet crucial qui a occupé des partenaires humanitaires le 4 septembre à Bangui sous la présidence de la Coordonnatrice humanitaire. Le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) et la MINUSCA (Force et Police, cellule d'analyse) ont également participé à des sessions spécifiques portant sur l'analyse de l'environnement opérationnel et des incidents ayant touché les humanitaires, comment mieux « sauver des vies ensemble » dans un environnement sécuritaire marqué par un taux d'incidents élevé (plus d'un par jour de janvier à septembre 2018).

Le saviez-vous ?



ReliefWeb est le plus grand portail d'information humanitaire au monde. Fondé en 1996, il est la principale source d'informations humanitaires sur les crises et les catastrophes mondiales. Ce service numérique spécialisé du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) fournit des informations fiables et opportunes, permettant aux travailleurs humanitaires de prendre des décisions en connaissance de cause et de planifier une réponse efficace. Il recueille et transmet des informations clés, y compris les derniers rapports, cartes et infographies provenant de sources fiables. ReliefWeb est également une ressource précieuse pour les offres d'emploi et les programmes de formation, qui aide les humanitaires à acquérir de nouvelles compétences et à découvrir de nouvelles opportunités de carrière.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Karen Perrin, Chef de Bureau, a.i, perrink@un.org, Tel. (+236) 70735320

Yaye Nabo Séne, Cheffe, Information publique, seney@un.org, Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org |